

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2023- 08-12  
du 28 AOUT 2023  
fixant des prescriptions complémentaires à la société SUEZ RV CENTRE EST  
VALORISATION sur la commune de Bourgoin-Jallieu (38300)**

Le préfet de l'Isère,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I<sup>er</sup>, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14 et R.181-45;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret n°2015-1250 du 07 octobre 2015 relatif aux garanties financières pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2008-09702 du 28 octobre 2008 ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014283-0034 du 10 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2015 du 07 août 2015 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 30 août 2016 informant le préfet du changement de dénomination sociale de sa société, VAL'AURA est devenue SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION depuis le 30 juin 2016 ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à des modifications des conditions d'exploitation transmis par l'exploitant par courrier du 15 juin 2023 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 19 juillet 2023 ;

Vu le courriel du 03 août 2023 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 16 août 2023 et le courriel en réponse du 17 août 2023 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que le centre de traitement et de valorisation de déchets non dangereux exploité par la société SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION à Bourgoin-Jallieu est une installation classée soumise au régime de l'autorisation ;

Considérant qu'en vue d'améliorer les conditions d'exploitation de son site de Bourgoin-Jallieu, notamment au niveau des flux logistiques internes, l'exploitant a informé le préfet, dans son dossier de porter à connaissance de juin 2023 susvisé, de modifications prévues à ses installations ;

Considérant que dans son dossier de porter à connaissance de juin 2023 l'exploitant présente également les quatre modifications suivantes ayant pour objectif de contribuer au développement du site et des filières de valorisation :

- la création d'une aire de lavage et la modification du poste de distribution de carburant pour les véhicules de collecte ;
- la création d'une zone de stockage dédiée à la réalisation d'opérations de transit et regroupement de capsules Nespresso ;
- le développement de l'activité de tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- le développement de l'activité de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial.

Considérant que les modifications annoncées ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant toutefois que la modification des conditions d'exploitation nécessite de modifier les prescriptions applicables au site relatif aux murs coupe-feu des différentes zones de stockage de manière à maintenir le niveau de protection contre l'incendie du site et nécessite une actualisation de la situation administrative du site ;

Considérant par ailleurs que le décret n°2023-162 du 7 mars 2023 a abrogé l'article R. 543-71 du code de l'environnement et qu'en conséquence les dispositions des articles 1.1.4 et 5.1.8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-09702 du 28 octobre 2008 relatives à l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages sont devenues obsolètes ;

Considérant également que le décret n°2015-1250 du 07 octobre 2015 a modifié le seuil d'obligation de constitution des garanties financières visées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement à 100 000 € contre 75 000 € initialement ;

Considérant en conséquence que l'arrêté préfectoral n°2014283-0034 du 10 octobre 2014 imposant à l'exploitant la constitution de garanties financières d'un montant de 83 152,47 € TTC est rendu obsolète par le décret n° 2015-1250 du 07 octobre 2015 et qu'il convient donc d'abroger ses prescriptions ;

Considérant que l'évolution du cadastre de la commune de Bourgoin-Jallieu du 19 novembre 2014 a modifié la section et la numérotation des parcelles sur lesquelles se situent les installations exploitées et qu'il apparaît opportun de mettre à jour la localisation cadastrale du site d'exploitation ;

Considérant les évolutions de la nomenclature des installations classées impactant le classement administratif du site, notamment au niveau des rubriques 2260, 1434 et 2662 sur lesquelles les

installations du site ne sont plus classables et au niveau des rubriques 2714 et 2716 sur lesquelles les installations du site passent au régime de l'enregistrement ;

Considérant qu'il convient donc de mettre à jour la liste des textes réglementaires applicables au site au regard sa situation administrative actuelle ;

Considérant que, en vertu de l'article R.181-45 du code de l'environnement, la présentation de ce dossier devant le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Arrête

#### Article 1 : Champ d'application

La société SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION (SIREN : 410 252 647), dont le siège social est situé 18 rue Félix Mangini 69009 Lyon, ci-après dénommée « l'exploitant », dont les installations sont situées 5 rue du Pont Rouge 38300 Bourgoin-Jallieu est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

#### Article 2 : Agrément des installations

Les dispositions des articles 1.1.4 et 5.1.8 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-09702 du 28 octobre 2008 sont supprimées.

#### Article 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées mentionnée à l'article 1.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2015 du 07 août 2015 est remplacée par la liste suivante :

Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité maximale de broyage : <b>30t/j</b>	A
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Transit regroupement, tri : - Papiers/cartons : 4 160 m³ - Plastique : 1 690 m³ - Bois : 1 185 m³ <b>Volume total=7 035 m³</b>	E

2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Transit regroupement, tri :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- DIB/DIV : 675 m<sup>3</sup></li> <li>- Refus de tri : 380 m<sup>3</sup></li> <li>- Bennes de capsules de café (Nespresso) : 120 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Volume total=1 175 m<sup>3</sup></b></p>	E
2711	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<b>900 m<sup>3</sup></b>	D
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>, mais inférieure à 1 000 m<sup>2</sup></p>	<b>600 m<sup>2</sup></b>	D
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>Inférieure à 50 t d'essence ou 250 t au total</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une cuve enterrée de gazole routier : 15 m<sup>3</sup></li> <li>- Une cuve enterrée de gazole non routier : 10 m<sup>3</sup></li> <li>- Environ 2 m<sup>3</sup> de gazole dans les tuyaux</li> </ul> <p><b>Total : 27 m<sup>3</sup> soit environ 23 t</b></p>	NC
1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>Inférieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volume annuel de gazole non routier distribué : 100 m<sup>3</sup></li> <li>- Volume annuel de gazole routier distribué : 200 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Volume annuel total : 300 m<sup>3</sup></b></p>	NC
2710	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>Inférieur à 100 m<sup>3</sup></p>	<b>&lt; 100 m<sup>3</sup></b>	NC

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, NC : Non classées

#### Article 4 : Situation de l'établissement

Les dispositions de l'article 1.2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-09702 du 28 octobre 2008 sont remplacées par les dispositions du présent article.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Bourgoin-Jallieu	Parcelles 5 et 6 de la section CH du cadastre	/

#### Article 5 : Garanties financières

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2014283-0034 du 10 octobre 2014 sont abrogées par le présent arrêté.

#### Article 6 : Réglementation applicable

Les dispositions de l'article 1.7 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2008-09702 du 28 octobre 2008 sont remplacées par les dispositions du présent article.

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
21/12/2021	Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
31/05/2021	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
06/06/2018	Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
06/06/2018	Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/2010	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation
31/01/2008	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets
29/09/2005	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion

#### Article 7 : Dispositions constructives de protection contre l'incendie :

Les dispositions de l'article 2.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral n°2015 du 07 août 2015 sont remplacées par les dispositions du présent article.

Des murs coupe-feu 2 heures sont implantés sur le site conformément au plan annexé au présent arrêté. Les hauteurs associées sont les suivantes :

Zones	Secteur concerné	Hauteur du mur coupe-feu
Stockage extérieur	DAEND / DIB / Balles plastiques/cartons / Plastiques vrac	3,3 m
	Bois / Palettes bois usagées / Balles cartons / Capsules Nespresso / Zone déconditionnement	4,4 m
Bâtiment principal	Balles papier / Papiers vrac	3,3 m
Bâtiment secondaire	Façades Nord et Ouest	7,95 m
	Façade sud	4 m

#### Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 9 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Bourgoin-Jallieu et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Bourgoin-Jallieu pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum de quatre mois.

#### Article 10 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Bourgoin-Jallieu sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ RV CENTRE EST VALORISATION.

Le préfet

Directrice Départementale  
Adjointe

  
Estelle BOHBOT

